

## ROYAUME DE BELGIQUE.

-----

## KONINKRIJK BELGIE.

-----

## AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

-----

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique, le 7 octobre 1994, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "modifiant l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'Etat et l'arrêté royal du 17 septembre 1969 concernant les concours et examens organisés en vue du recrutement et de la carrière des agents de l'Etat", a donné le 8 février 1995 l'avis suivant:

## ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

-----

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 7 oktober 1994 door de Minister van Binnenlandse Zaken en Ambtenarenzaken verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot wijziging van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 houdende het statuut van het rijkspersoneel en het koninklijk besluit van 17 september 1969 betreffende de vergelijkende examens en examens georganiseerd voor de werving en de loopbaan van het rijkspersoneel", heeft op 8 februari 1995 het volgend advies gegeven :

Examen du projet.

Préambule.

1. A l'alinéa 2, il faut écrire :

"... notamment l'article 16, modifié par les arrêtés royaux des 1er août 1975, 12 août 1981 et 26 septembre 1994, et l'article 17, § 1er, modifié par les arrêtés royaux des 1er août 1975, 12 août 1981, 25 octobre 1991 et 15 mars 1993;"

2. A l'alinéa 3, on écrira :

"... notamment l'article 23, modifié par les arrêtés royaux des 16 octobre 1989, 31 juillet 1991 et 14 septembre 1994, et l'article 27, rétabli par l'arrêté royal du 31 juillet 1991;"

3. L'alinéa 4 doit être rédigé comme suit :

"Considérant qu'il est indiqué de recruter des agents possédant des diplômes correspondant à l'emploi sollicité et non des agents titulaires de diplômes qui leur permettraient d'être nommés à un niveau supérieur;"

4. A l'alinéa 8, il y a lieu d'écrire : "Vu le protocole n° 197 ... (la suite comme dans le projet);"

.../...

Dispositif.

Article 1er.

1. Dans la phrase liminaire, il n'y a pas lieu de viser les arrêtés modificatifs des 17 septembre 1969 et 13 septembre 1972, devenus sans objet. Il convient par contre d'ajouter la mention de l'arrêté royal du 26 septembre 1994.

2. La modification envisagée dans le 6° en projet contient une règle qui figure déjà dans l'article 17bis de l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'Etat. Elle est donc superflue et doit être omise.

Selon les auteurs du projet, le remplacement de l'article 16, alinéa 2, vise à enrayer le phénomène de la "surqualification" au niveau des diplômes et à protéger les porteurs d'un diplôme de gradué ainsi que les porteurs de diplômes techniques particuliers donnant accès au niveau 2.

Il est clair que cet objectif ne peut être atteint par la seule modification apportée à l'article 16, alinéa 2. En effet, le règlement de l'examen publié par le secrétaire permanent au recrutement, conformément à l'article 22 de l'arrêté royal du 2 octobre 1937, n'est que le rappel des conditions générales et spéciales que le candidat doit remplir pour pouvoir être nommé.

.../...

C'est donc seulement par application de l'article 17 du même arrêté et en imposant des conditions spéciales d'admission tenant aux diplômes, que doivent s'établir des exceptions au principe selon lequel les diplômes ou certificats d'études donnant accès à un niveau déterminé sont pris en considération pour l'admission à un des grades classés dans un niveau moins élevé.

Le ministre sera attentif au respect du principe de l'égale admissibilité aux emplois publics étant donné que la règle énoncée dans le projet est formulée de manière trop générale et permettrait d'instaurer une discrimination.

#### Article 2.

Selon l'article 17, § 1er, B, tel qu'il est actuellement rédigé, un ministre peut, lorsque cette condition est justifiée par les besoins du service et après avis du secrétaire permanent au recrutement, imposer, pour un concours déterminé, la possession de diplômes particuliers, ce qui oblige le secrétaire permanent au recrutement à annoncer et à organiser chaque fois un concours distinct.

D'après les explications fournies par le fonctionnaire délégué, en combinant les articles 2 et 6 du projet, le secrétaire permanent au recrutement devrait pouvoir puiser dans des réserves de recrutement existantes, des lauréats pourvus du diplôme ou du certificat d'études imposé par un ministre pour le recrutement à un emploi déterminé, et les soumettre à un test de sélection supplémentaire qui déterminerait leur classement à l'égard de cet emploi.

.../...

Ce système de sélection en deux temps déroge sans le dire à des principes établis par les articles 20 et 22 de l'arrêté royal du 2 octobre 1937 qui prévoient, d'une part, que les concours de recrutement sont organisés pour la nomination aux grades des rangs 10, 26, 20, 30, 42 (1) et 40 et, d'autre part, que le secrétaire permanent au recrutement annonce chaque concours de recrutement, par avis inséré au Moniteur belge.

De plus, les lauréats seraient classés non en fonction de leurs résultats au concours annoncé au Moniteur belge, mais dans l'ordre déterminé par les points obtenus au test de sélection supplémentaire.

Les articles 2 et 6 du projet ne sont, dès lors, pas admissibles sans une modification expresse des articles 20 et 22 de l'arrêté royal du 2 octobre 1937.

#### Article 4.

Il y a lieu d'écrire :

"Art. 4. L'intitulé du chapitre premier du titre premier de l'arrêté royal du 17 septembre 1969 concernant les concours et examens organisés en vue du recrutement et de la carrière des agents de l'Etat, modifié par l'arrêté royal du 1er août 1975, est remplacé par l'intitulé suivant :".

---

(1) ainsi modifié par l'arrêté royal du 14 septembre 1994 portant simplification de la carrière de certains agents des administrations de l'Etat appartenant aux niveaux 2, 3 et 4, article 1er, Moniteur belge 18 octobre 1994.

Il y a une discordance entre le texte français et le texte néerlandais de l'intitulé. Il convient d'y remédier.

#### Article 5.

1. La division en paragraphes n'est pas justifiée lorsqu'aucun de ceux-ci ne compte au moins deux alinéas.

2. Les tirets devraient être remplacés à l'alinéa 2, 1<sup>o</sup>, par "a" et "b", et à l'alinéa 3, par 1<sup>o</sup>, 2<sup>o</sup>, 3<sup>o</sup>.

3. Le texte néerlandais de l'alinéa 2, 1<sup>o</sup>, b, en projet, devrait être rédigé ainsi qu'il est proposé dans la version néerlandaise du présent avis.

4. Le texte néerlandais de l'alinéa 2, 2<sup>o</sup>, en projet, devrait être rédigé ainsi qu'il est proposé dans la version néerlandaise du présent avis.

#### Article 6.

L'article inspire la même réserve que celle exprimée à propos de l'article 2, concernant la modification de l'article 17, § 1er, B, de l'arrêté royal du 2 octobre 1937.

.../...

On ajoutera que, selon le fonctionnaire délégué, l'article 19 nouveau combiné avec l'article 17, § 1er, C, de l'arrêté royal du 2 octobre 1937, devrait permettre au secrétaire permanent au recrutement de soumettre les lauréats repris dans une réserve existante, à un test supplémentaire portant sur les conditions spéciales d'aptitudes professionnelles imposées pour un concours de recrutement déterminé.

Il en résulterait que les lauréats seraient classés non en fonction de leurs résultats au concours annoncé au Moniteur belge, mais dans l'ordre des points obtenus au test de sélection supplémentaire.

Pour le surplus, il y a lieu de se référer à l'observation formulée sous l'article 2.

Sous réserve de cette observation, il y a lieu d'écrire dans le texte néerlandais de l'alinéa 2 de l'article 19, en projet, "... in de volgorde van ..." au lieu de "... in volgorde van ...".

#### Article 7.

1. Dans la phrase liminaire, il y a lieu de compléter la liste des arrêtés modificatifs en indiquant l'arrêté royal du 14 septembre 1994.

2. Dans la note pour le Comité des services publics nationaux, communautaires et régionaux, l'explica-

.../...

tion suivante est donnée quant à l'article 23, § 2, alinéa 2, en projet :

"Il est prévu que les concours d'accèsion aux grades de commis, assistant administratif et secrétaire d'administration sont organisés pour l'ensemble des ministères et qu'il sera établi un seul classement par grade. Outre une diminution du travail matériel, la mesure contribuera également à accélérer le travail et à mettre en place une certaine unité de gestion au niveau du traitement des dossiers".

Il appartient à l'autorité compétente de préciser si la disposition nouvelle permet éventuellement la mobilité des agents lauréats entre les différents ministères et ce en fonction de l'ordre de leur classement.

3. Le texte néerlandais du paragraphe 1er, alinéa 1er, en projet, devrait être rédigé ainsi qu'il est indiqué dans la version néerlandaise du présent avis.

#### Article 8.

Afin de rétablir la clarté, la phrase liminaire devrait être rédigée comme suit :

"Art. 8. L'article 27 du même arrêté, rétabli par l'arrêté royal du 31 juillet 1991, est remplacé par la disposition suivante :".

.../...

L'ensemble du dispositif n'étant pas divisé en chapitres, il ne s'indique pas d'insérer un intitulé "Dispositions transitoires et finales" entre les articles 8 et 9 du projet.

#### Article 9.

Afin de ne pas disperser les dispositions transitoires dans deux arrêtés modificatifs successifs, il paraît plus judicieux de faire de l'article 9 du projet une disposition autonome et d'ajouter un article 12 qui abrogerait l'article 5 de l'arrêté royal du 31 juillet 1991 modifiant l'arrêté royal du 17 septembre 1969 concernant les concours et examens organisés en vue de recrutement et de la carrière des agents de l'Etat.

Si cette suggestion est retenue, les articles 12 et 13 du projet en deviennent les articles 13 et 14.

-----

Onderzoek van het ontwerp.

Aanhef.

1. In het tweede lid schrijve men :

"..., inzonderheid op artikel 16, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 1 augustus 1975, 12 augustus 1981 en 26 september 1994, en op artikel 17, § 1, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 1 augustus 1975, 12 augustus 1981, 25 oktober 1991 en 15 maart 1993;"

2. In het derde lid schrijve men :

"..., inzonderheid op artikel 23, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 16 oktober 1989, 31 juli 1991 en 14 september 1994, en op artikel 27, hersteld bij het koninklijk besluit van 31 juli 1991;"

3. Het vierde lid behoort als volgt te worden gesteld :

"Overwegende dat het aangewezen is ambtenaren in dienst te nemen die houder zijn van het diploma dat overeenstemt met de gesolliciteerde betrekking en niet ambtenaren die houder zijn van een diploma waardoor zij in een hoger niveau zouden kunnen worden benoemd;"

.../...

4. In het achtste lid schrijve men : "Gelet op het protocol nr. 197 ... (voorts zoals in het ontwerp);".

Bepalend gedeelte.

Artikel 1.

1. In de inleidende zin behoort niet te worden verwezen naar de wijzigingsbesluiten van 17 september 1969 en 13 september 1972, die doelloos zijn geworden. Daarentegen dient wel te worden verwezen naar het koninklijk besluit van 26 september 1994.

2. De in het ontworpen 6° voorgenomen wijziging bevat een regel die reeds vermeld staat in artikel 17bis van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 houdende het statuut van het Rijkspersoneel. Zij is dan ook overbodig en behoort te vervallen.

Volgens de stellers van het ontwerp strekt de vervanging van artikel 16, tweede lid, tot het afremmen van het "verdringingseffect" en tot de bescherming van de houders van een diploma van gegradueerde en van de houders van specifieke technische diploma's die toegang verlenen tot niveau 2.

Dat doel kan duidelijk niet worden bereikt door alleen artikel 16, tweede lid, te wijzigen. Het examenreglement dat overeenkomstig artikel 22 van het koninklijk

.../...

besluit van 2 oktober 1937 door de vaste wervingssecretaris wordt bekendgemaakt is immers alleen een herhaling van de algemene en bijzondere vereisten waaraan de gegadigde moet voldoen om benoemd te kunnen worden.

Uitzonderingen op het beginsel dat diploma's of studiegetuigschriften die toegang verlenen tot een bepaald niveau in aanmerking worden genomen voor de toegang tot een van de graden die in een lager niveau zijn ingedeeld, behoren dan ook uitsluitend met toepassing van artikel 17 van hetzelfde besluit en door het opleggen van bijzondere toelatingsvereisten in verband met de diploma's te worden vastgesteld.

De minister dient zorg te dragen voor de naleving van het beginsel van de gelijke toegang tot de openbare betrekkingen, aangezien de regel die in het ontwerp wordt vermeld te algemeen geformuleerd is en discriminatie mogelijk maakt.

#### Artikel 2.

Volgens de huidige lezing van artikel 17, § 1, B, kan een minister, wanneer die eis gewettigd is wegens de behoeften van de dienst en na het advies van de vaste wervingssecretaris te hebben ingewonnen, voor een bepaald vergelijkend wervingsexamen het bezit voorschrijven van bijzondere diploma's, waardoor de vaste wervingssecretaris verplicht is telkens een apart vergelijkend examen aan te kondigen en te organiseren.

.../...

Volgens de door de gemachtigde ambtenaar gegeven uitleg zou de vaste wervingssecretaris, door de artikelen 2 en 6 van het ontwerp met elkaar in verband te brengen, uit bestaande wervingsreserves geslaagde kandidaten moeten kunnen halen die houder zijn van het diploma of studie-getuigschrift dat door een minister voor de indienstneming in een bepaalde betrekking wordt geëist, en hen onderwerpen aan een bijkomende selectietest waardoor hun rangschikking voor die betrekking kan worden vastgesteld.

Deze selectiewijze in twee trappen wijkt stilzwijgend af van de beginselen die zijn vastgesteld bij de artikelen 20 en 22 van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 die bepalen dat de vergelijkende wervingsexamens worden georganiseerd voor benoeming in de graden van de rangen 10, 26, 20, 30, 42 (2) en 40, en dat de vaste wervingssecretaris elk vergelijkend wervingsexamen aankondigt bij wege van een in het Belgisch Staatsblad te plaatsen bericht.

Bovendien zouden de geslaagden niet gerangschikt worden op basis van hun uitslag voor het in het Belgisch Staatsblad aangekondigde vergelijkend examen, maar volgens de rangorde vastgesteld door de punten die ze behaalden voor de bijkomende selectietest.

---

(2) aldus gewijzigd bij het koninklijk besluit van 14 september 1994 houdende vereenvoudiging van de loopbaan van sommige ambtenaren in de Rijksbesturen die behoren tot de niveaus 2, 3 en 4, artikel 1, Belgisch Staatsblad van 18 oktober 1994.

De artikelen 2 en 6 van het ontwerp kunnen dan ook niet worden aanvaard zonder een uitdrukkelijke wijziging van de artikelen 20 en 22 van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937.

#### Artikel 4.

Men schrijve :

"Art. 4. Het opschrift van hoofdstuk I van titel I van het koninklijk besluit van 17 september 1969 betreffende de vergelijkende examens en examens georganiseerd voor de werving en de loopbaan van het Rijkspersoneel, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 1 augustus 1975, wordt vervangen door het volgende opschrift :".

De Franse en de Nederlandse tekst van het opschrift stemmen niet overeen. Dat behoort te worden verholpen.

#### Artikel 5.

1. Een artikel behoort niet te worden ingedeeld in paragrafen als geen enkele paragraaf uit ten minste twee leden bestaat.

.../...

2. De streepjes behoren te worden vervangen door "a" en "b" in het tweede lid, 1<sup>o</sup>, en door 1<sup>o</sup>, 2<sup>o</sup>, 3<sup>o</sup> in het derde lid.

3. In het ontworpen tweede lid, 1<sup>o</sup>, b, schrijven men :

"de gedrags- en beroepscode die voor alle vormen van selectie en aanwerving in acht moet worden genomen;".

4. Het ontworpen tweede lid, 2<sup>o</sup>, zou beter als volgt worden geredigeerd :

"2<sup>o</sup> voorstellen te doen die de gebruikte selectie- en aanwervingsprocedures eenvormig zullen maken of zullen verbeteren".

#### Artikel 6.

Bij het artikel behoort hetzelfde voorbehoud te worden gemaakt als bij artikel 2, betreffende de wijziging van artikel 17, § 1, B, van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937.

Daarbij dient te worden vermeld dat, volgens de gemachtigde ambtenaar, het nieuwe artikel 19, in samenhang gelezen met artikel 17, § 1, C, van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937, de vaste wervingssecretaris in staat zou moeten stellen de geslaagden die in een bestaande wervingsreserve zitten, te onderwerpen aan een bijkomende test over de bijzondere voorwaarden inzake beroepsbekwaamheid die voor een wel bepaald vergelijkend wervingsexamen wordt geëist.

.../...

Dat zou tot gevolg hebben dat de geslaagden zouden worden gerangschikt, niet op basis van hun uitslag voor het in het Belgisch Staatsblad aangekondigde vergelijkend examen, maar in de volgorde van de punten die zij voor de bijkomende selectietest hebben behaald.

Voor het overige wordt verwezen naar de bij artikel 2 gemaakte opmerking.

Onder voorbehoud van deze opmerking schrijve men in het tweede lid van het ontworpen artikel 19 "... in de volgorde van ..." in plaats van "... in volgorde van ...".

#### Artikel 7.

1. In de inleidende zin behoort de lijst van de wijzigingsbesluiten te worden aangevuld door de vermelding van het koninklijk besluit van 14 september 1994.

2. In de nota voor het Comité voor de nationale, de gemeenschaps- en de gewestelijke overheidsdiensten wordt de volgende uitleg verstrekt in verband met het ontworpen artikel 23, § 2, tweede lid :

"Er wordt voorzien dat de vergelijkende overgangsexamens naar de graden van klerk, bestuursassistent en bestuurssecretaris voor het geheel van de ministeries worden georganiseerd en dat er één rangschikking per graad zal worden opgemaakt. Dit heeft niet alleen een vermindering van het materieel werk tot gevolg, maar zal ook een vlottere werking en een zekere eenvormigheid bij de organisatie van de examens in de hand werken".

.../...

De bevoegde overheid behoort te preciseren of deze nieuwe bepaling de geslaagden eventueel de mogelijkheid biedt aanspraak te maken op mobiliteit tussen de onderscheiden ministeries op basis van hun plaats in de rangschikking.

3. In de ontworpen paragraaf 1, eerste lid, schrijve men : "... voor de graden die hij aanwijst".

#### Artikel 8.

Ten einde voor meer duidelijkheid te zorgen, zou de inleidende zin als volgt moeten worden gesteld :

"Art. 8. Artikel 27 van hetzelfde besluit, hersteld bij het koninklijk besluit van 31 juli 1991, wordt vervangen door de volgende bepaling :".

Aangezien het gehele dispositief niet in hoofdstukken is onververdeeld, is het niet aangewezen tussen de artikelen 8 en 9 van het ontwerp een opschrift "Overgangs- en slotbepalingen" in te voegen.

#### Artikel 9.

Teneinde de overgangsbepalingen niet te verspreiden over twee opeenvolgende wijzigingsbesluiten, lijkt het raadzamer van artikel 9 van het ontwerp een op zichzelf

.../...

staande bepaling te maken en een artikel 12 toe te voegen tot opheffing van artikel 5 van het koninklijk besluit van 31 juli 1991 tot wijziging van het koninklijk besluit van 17 september 1969 betreffende de vergelijkende examens en examens georganiseerd voor de werving en de loopbaan van het rijkspersoneel.

Wordt dit voorstel aanvaard, dan worden de artikelen 12 en 13 van het ontwerp de artikelen 13 en 14.

-----

La chambre était composée de :

De kamer was samengesteld uit :

Messieurs J.-J. STRYCKMANS,  
de Heren

président de chambre,  
kamervoorzitter,

Y. BOUCQUEY,  
Y. KREINS,

conseillers d'Etat,  
staatsraden,

F. DELPEREE,  
J. van COMPERNOLLE,

assesseurs de la  
section de législation,  
assessoren van de  
afdeling wetgeving,

Madame J. GIELISSEN,  
Mevrouw

greffier,  
griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J.-J. STRYCKMANS.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J.-J. STRYCKMANS.

Le rapport a été présenté par M. B. DEROUAUX, premier auditeur. La note du Bureau de coordination a été rédigée et exposée par M. R. HENSENNE, référendaire adjoint.

Het verslag werd uitgebracht door de H. B. DEROUAUX, eerste auditeur. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld en toegelicht door de H. R. HENSENNE, adjunct-referendaris.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

J. GIELISSEN.

J.-J. STRYCKMANS.